

L'attaque de la Russie contre l'ordre de sécurité européen : l'Allemagne doit agir



par **Desk Russie** 13 min de lecture • 18 janvier 2022 RUBRIQUE tribune

Desk Russie publie la lettre ouverte de 73 experts allemands sur l'Europe de l'Est et la sécurité internationale, publiée pour la première fois en allemand par <u>Zeit Online</u>, <u>le 14 janvier 2022</u>. Des universitaires de renom s'adressent au gouvernement et aux partis politiques représentés au Parlement allemand. Exposant une politique russe destructrice et agressive, ce document important pourrait enfin inciter le gouvernement allemand et la communauté d'hommes d'affaires allemande à mieux évaluer la menace que représente le Kremlin pour l'ensemble du monde occidental.

Des concentrations massives et menaçantes de troupes russes aux frontières orientale et méridionale de l'Ukraine, d'intenses attaques de propagande anti-occidentale qui ne reculent devant aucun mensonge, ainsi que des exigences clairement inacceptables envers l'OTAN et ses États membres : aujourd'hui, la Russie remet fondamentalement en question le système de

sécurité qui est en vigueur en Europe depuis la fin de la guerre froide. En même temps, la propagande russe présente la Russie comme un État menacé qui a besoin de toute urgence de « garanties de sécurité » de la part de l'Occident. Le Kremlin défigure délibérément le concept de garanties de sécurité. La nécessité de telles garanties a été débattue depuis la négociation du traité de non-prolifération nucléaire en 1968, mais elles concernent la protection des États non dotés d'armes nucléaires et non ceux dotés d'armes nucléaires.

Il y a actuellement plus d'ogives nucléaires stockées en Russie que dans l'ensemble des trois États membres de l'OTAN dotés d'armes nucléaires : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Moscou dispose d'un large éventail de vecteurs pour ses milliers d'armes nucléaires: des missiles balistiques intercontinentaux aux bombardiers de longue portée en passant par les sous-marins nucléaires. La Russie possède l'une des trois armées conventionnelles les plus puissantes du monde, ainsi qu'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. La Fédération de Russie est donc l'un des États les plus sûrs du monde sur le plan militaire.

Le Kremlin utilise des troupes régulières et irrégulières, ainsi que le potentiel de sa menace nucléaire, pour mener diverses guerres et occuper de manière permanente plusieurs territoires des anciennes républiques soviétiques. Non seulement en Europe de l'Est, mais aussi en Europe de l'Ouest et sur d'autres continents, le Kremlin revendique sans complexe des droits spéciaux pour faire valoir ses intérêts sur le territoire d'États souverains. Contournant les règles, les traités et les organisations internationales, Moscou chasse ses ennemis dans le monde entier. Le Kremlin tente de saper les processus électoraux, l'État de droit et la cohésion sociale dans des pays étrangers par des campagnes de propagande, des fake news et des attaques de pirates informatiques, entre autres. Ces agissements sont réalisés en partie en secret, mais dans le but évident d'entraver ou de discréditer la prise de décisions démocratiques dans les États pluralistes. Il s'agit en particulier de porter atteinte à l'intégrité politique et territoriale des États en transition post-soviétiques en voie de démocratisation.

En tant que première puissance économique d'Europe, l'Allemagne observe ces activités d'un œil critique, mais reste largement passive, depuis maintenant trois décennies. En Moldavie, la revanche impériale de Moscou a commencé dès 1992, immédiatement après l'effondrement de l'URSS, avec une intervention de la 14e armée russe. Un groupe opérationnel de troupes russes se trouve encore officiellement en Transnistrie aujourd'hui, malgré les demandes répétées des gouvernements moldaves successifs, démocratiquement élus, de se retirer et les promesses correspondantes du Kremlin. La République fédérale n'a réagi de manière adéquate ni à cet événement ni aux nombreuses aventures revanchardes de la Russie dans l'espace post-soviétique et au-delà.

En outre, la politique étrangère et la politique économique de Berlin ont contribué à l'affaiblissement politique et économique des pays d'Europe de l'Est non dotés d'armes nucléaires et au renforcement géoéconomique d'une superpuissance nucléaire de plus en plus expansive. En 2008, l'Allemagne a joué le rôle central pour empêcher la Géorgie et l'Ukraine de rejoindre l'OTAN. d'un autre côté, en 2019, le gouvernement allemand s'est efforcé de faire réadmettre la délégation russe à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, alors que Moscou n'avait

rempli par le passé, et ne remplit toujours pas, aucune des conditions pour cet acte hautement symbolique.

Pour les relations ukraino-russes déjà fragiles, la mise en service du premier gazoduc Nord Stream en 2011-2012, totalement superflu en termes énergétiques et économiques, a été une catastrophe. Rétrospectivement, cela semble avoir ouvert la voie à l'invasion de l'Ukraine par la Russie deux ans plus tard. Une grande partie de la capacité de transport de gaz existante entre la Sibérie et l'UE n'a pas été utilisée en 2021. Néanmoins, la République fédérale se prépare maintenant à éliminer complètement le dernier levier économique de l'Ukraine sur la Russie avec l'ouverture du gazoduc Nord Stream 2.

Les sanctions économiques de l'UE contre Moscou depuis 2014, trop légères, ne constituent pas une réponse suffisante au parcours de plus en plus agressif du Kremlin. Dans le contexte de la poursuite des relations spéciales germano-russes, la coopération allemande en matière de développement, de culture et d'éducation avec l'Ukraine, la Géorgie ou la Moldavie apparaît comme un simple achat d'indulgence dans la politique orientale allemande. Cela n'excuse en rien les faux pas graves de la politique allemande à l'égard de la Russie, comme l'invitation faite à Poutine de s'exprimer devant le Bundestag en 2001 ou le partenariat pour la modernisation à partir de 2008. De telles mesures allemandes, alors que des troupes russes, indésirables, restent en Moldavie et en Géorgie, ont été perçues comme une confirmation des droits spéciaux de Moscou dans l'espace post-soviétique.

L'attaque de Poutine contre l'Ukraine en 2014 apparaît comme une conséquence presque logique de la passivité politique allemande des vingt années précédentes vis-à-vis du néo-impérialisme russe. La formule allemande populaire de *Annäherung durch Verflechtung* (convergence par interconnexion), à savoir l'approche coopérative de Berlin envers Moscou, a donc acquis une signification tragi-comique. Elle signifie désormais plutôt le rapprochement de la sphère d'influence de la Russie aux frontières orientales de l'UE.

Le Kremlin remet désormais aussi en question la souveraineté politique de pays comme la Suède et la Finlande. Il demande l'interdiction d'une éventuelle adhésion future à l'OTAN non seulement pour les pays post-soviétiques mais aussi pour les pays scandinaves. Le Kremlin fait peur à toute l'Europe en lui promettant des réactions « militaro-techniques » au cas où l'OTAN ne répondrait pas « immédiatement » — selon Poutine — aux exigences démesurées de la Russie visant à réviser l'ordre de sécurité européen. La Russie menace d'une escalade militaire si elle ne reçoit pas de « garanties de sécurité », c'est-à-dire l'autorisation pour le Kremlin de suspendre le droit international en Europe.

Face à de telles distorsions, l'Allemagne devrait enfin abandonner sa politique orientale particulière, perçue comme singulière en Europe centrale et orientale, mais pas seulement. Les crimes perpétrés par l'Allemagne nazie sur le territoire de l'actuelle Russie en 1941-1944 ne peuvent justifier l'attitude réservée de l'Allemagne d'aujourd'hui face au revanchisme et au nihilisme juridique international du Kremlin. Cela est particulièrement vrai lorsque — comme dans le cas de l'Ukraine — il s'agit d'une invasion russe du territoire d'une autre nation victime de

l'ancien expansionnisme allemand. La violation continue et manifeste par la Russie des principes fondamentaux de l'ONU, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe, pourtant officiellement acceptés par Moscou, en Europe de l'Est et maintenant aussi en Europe du Nord, ne doit pas être tolérée.

La politique russe de l'Allemagne fédérale doit être totalement changée. De nouvelles réactions purement verbales ou symboliques de Berlin aux aventures révisionnistes russes ne feront, comme par le passé, qu'inciter le Kremlin à de nouvelles aventures. L'Allemagne a une responsabilité particulière en tant que pays clé de l'UE, de l'OTAN et de la communauté occidentale dans son ensemble.

Dans l'intérêt de la sécurité internationale, de l'intégration européenne et des normes communes, Berlin doit enfin combler le fossé entre sa rhétorique publique et sa pratique réelle en Europe de l'Est. Cela devrait se traduire par une série de mesures parallèles et concrètes de nature politique, juridique, diplomatique, civique, sociétale, technique et économique. L'Allemagne est un partenaire majeur de la Russie et des États du Partenariat oriental de l'UE en matière de commerce, de recherche et d'investissement, ainsi qu'une puissance de premier plan de l'Union européenne. Elle a beaucoup plus de possibilités de faire avancer les choses que la plupart des autres pays occidentaux. Cela est vrai tant pour ce qui est de contenir et de sanctionner la Russie que pour ce qui est de soutenir les États démembrés et harcelés par Moscou. Berlin doit faire suivre ses bonnes paroles d'actions plus nombreuses et plus efficaces que celles qu'il a entreprises jusqu'à présent.

- Hannes Adomeit, chercheur à l'Institut de politique de sécurité de l'Université de Kiel (ISPK).
- Dr. Vera Ammer, membre du conseil d'administration de Memorial International et de l'Initiative pour une Ukraine démocratique, Euskirchen.
- Oesten Baller, juriste, professeur et président de l'ONG German-Ukrainian School of Governance, Berlin.
- Volker Beck, député de 1994 à 2017, maître de conférences associé au Centre d'études religieuses (CERES) de l'université de Bochum.
- Carl Bethke, chercheur à la chaire d'histoire de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, Université de Leipzig.
- Florian Bieber, professeur et directeur du Centre d'études de l'Europe du Sud-Est, Université de Graz.
- Katrin Boeckh, professeur et chercheur à l'Institut Leibniz d'études de l'Europe de l'Est et du Sud-Est (IOS), Regensburg.
- Falk Bomsdorf, juriste, chef du bureau de Moscou de la Fondation Friedrich Naumann de 1993 à 2009, Munich.
- Karsten Brüggemann, professeur d'histoire générale et d'histoire estonienne, Université de Tallinn, Estonie.
- Dr. Martin Dietze, publiciste et premier président de l'Association culturelle germanoukrainienne, Hambourg
- Dr. Jörg Forbrig, directeur pour l'Europe centrale et orientale, German Marshall Fund of the United States, Berlin

- Dr. Annette Freyberg-Inan, Professeur de théorie des relations internationales, Université d'Amsterdam
- Angelos Giannakopoulos, professeur associé DAAD d'études allemandes et européennes, Académie Kyiv-Mohyla, Ukraine.
- Dr. Anke Giesen, membre des conseils d'administration de Memorial International et de Memorial Deutschland, Berlin
- Witold Gnauck, historien, directeur général de la Fondation scientifique germanopolonaise, Francfort (Oder)
- Gustav C. Gressel, Senior Policy Fellow au Wider Europe Program, Conseil européen des relations étrangères, Berlin
- Irene Hahn-Fuhr, politologue, membre du conseil d'administration du Centre pour la modernité libérale (LibMod), Berlin
- Ralph Hälbig, spécialiste des sciences culturelles, journaliste indépendant pour ARTE et MDR, et opérateur du site Internet "Géorgie et Caucase du Sud", Leipzig.
- Aage Ansgar Hansen-Löve, jusqu'en 2013, professeur de philologie slave à l'université Ludwig-Maximilian de Munich.
- Rebecca Harms, députée européenne en 2004-2019, ancienne présidente de la délégation de l'UE à l'Assemblée parlementaire EURO-NEST, Wendland
- Ralf Haska, pasteur étranger de l'Église luthérienne allemande (EKD) à Kiev 2009-2015,
 Marktleuthen
- Guido Hausmann, professeur et directeur du département d'histoire de l'Institut Leibniz de recherche sur l'Europe de l'Est et du Sud-Est (IOS), Regensburg.
- Jakob Hauter, politologue, doctorant à la School of Slavonic and East European Studies (SSEES), University College London
- Dr. Richard Herzinger, publiciste indépendant, auteur de livres et opérateur du site web "hold these truths", Berlin
- Maren Hofius, chargée de recherche au département des sciences sociales de l'université de Hambourg.
- Mieste Hotopp-Riecke, directrice de l'Institut d'études caucasiennes, tatares et turques (ICATAT), Magdebourg.
- Hubertus F. Jahn, professeur d'histoire de la Russie et du Caucase, Université de Cambridge, Angleterre.
- Dr. Kerstin Susanne Jobst, professeur d'histoire de l'Europe de l'Est, Université de Vienne
- Markus Kaiser, spécialiste des sciences sociales, président de l'Université germano-kazakh (DKU) d'Almaty de 2015 à 2018, Constance, Allemagne.
- Dr. Christian Kaunert, professeur de sécurité internationale et titulaire de la chaire Jean Monnet, Dublin City University, Irlande
- Dr. Sarah Kirchberger, Chef de département à l'Institut de politique de sécurité de l'Université de Kiel (ISPK)
- Nikolai Klimeniouk, journaliste et responsable du programme Initiative Quorum à l'ONG European Exchange, Berlin
- Gerald Knaus, lauréat du prix Karl Carstens de l'Académie fédérale de politique de sécurité (BAKS) et président de l'Initiative européenne pour la stabilité, Berlin

- Gerd Koenen, historien, publiciste et auteur de livres dont "The Russia Complex : The Germans and the East 1900-1945", Francfort (Main)
- Peter Koller, directeur général de la Bahnagentur Schöneberg et auteur de livres tels que "Ukraine : Handbook for Individual Discoveries", Berlin.
- Joachim Krause, professeur et directeur de l'Institut de politique de sécurité de l'université de Kiel (ISPK)
- Cornelius Ochmann, politologue, directeur général de la Fondation pour la coopération germano-polonaise, Varsovie/Berlin
- Dr. Otto Luchterhandt, ancien professeur de droit public et de droit de l'Europe de l'Est, Université de Hambourg
- Carlo Masala, professeur de politique internationale à l'université des forces armées fédérales de Munich.
- Markus Meckel, ministre des Affaires étrangères de la RDA en 1990, député de 1990 à 2009, et président du Conseil allemand de la Fondation pour la coopération germano-polonaise, Berlin
- Johanna Möhring, chargée de recherche à la chaire Henry Kissinger pour la sécurité et les études stratégiques, Université de Bonn
- Michael Moser, professeur de linguistique slave et de philologie textuelle, Université de Vienne
- Andrej Novak, politologue, cofondateur de l'Alliance pour une Russie démocratique et libre ainsi que de "Russia Uncensored Deutsch", Nuremberg.
- Barbara von Ow-Freytag, politologue, membre du conseil d'administration du Centre de la société civile de Prague.
- Susanne Pocai, historienne, auteur de livres et membre du personnel de la faculté des sciences de la vie de l'université Humboldt de Berlin.
- Ruprecht Polenz, député de 1994 à 2013, depuis 2013 président de l'Association allemande pour les études est-européennes (DGO), Münster
- Detlev Preusse, politologue, auteur de livres et ancien chef du programme de soutien aux étrangers de la Fondation Konrad Adenauer, Hambourg.
- Manfred Quiring, auteur de livres et ancien correspondant en Russie du "Berliner Zeitung", "Die Welt" et "Zürcher Sonntagszeitung", Hohen Neuendorf.
- Waleria Radziejowska-Hahn, membre du conseil consultatif et ancienne directrice générale du Forum Lew Kopelew, Cologne
- Dr. Oliver Reisner, professeur d'études européennes et caucasiennes, Ilia State University,
 Tbilissi, Géorgie
- Felix Riefer, politologue, auteur de livres et membre du conseil consultatif du Forum Lew Kopelew, Bonn.
- Christina Riek, traductrice-interprète, coordinatrice du projet et membre du conseil d'administration de Memorial Deutschland, Berlin.
- Stefan Rohdewald, professeur d'histoire de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, Université de Leipzig.
- Grzegorz Rossoliński-Liebe, chercheur au département d'histoire et d'études culturelles de l'Université libre de Berlin.

- Sebastian Schäffer, politologue, auteur de livres et directeur général de l'Institut pour la région du Danube et l'Europe centrale (IDM), Vienne.
- Stefanie Schiffer, directrice générale de l'ONG European Exchange et présidente de la Plateforme européenne pour les élections démocratiques (EPDE), Berlin.
- Frank Schimmelfennig, professeur de politique européenne, École polytechnique fédérale de Zurich (ETH), Zurich
- Karl Schlögel, jusqu'en 2013, professeur d'histoire de l'Europe de l'Est, Université européenne Viadrina, Francfort (Oder).
- Winfried Schneider-Deters, économiste, auteur de livres, et chef du bureau de Kiev de la Fondation Friedrich Ebert en 1995-2000, Heidelberg
- Werner Schulz, député en 1990-2005, député européen en 2009-2014, ancien vice-président de la commission parlementaire de coopération UE-Russie, Kuhz
- Dr. Gerhard Simon, ancien professeur au département d'histoire de l'Europe de l'Est, Université de Cologne
- Susanne Spahn, historienne de l'Europe de l'Est, publiciste et chercheuse associée au Vilnius Institute of Policy Analysis (VIPA), Berlin.
- Kai Struve, professeur associé et chercheur à l'Institut d'histoire de l'université de Halle-Wittenberg.
- Ernst-Jörg von Studnitz, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne auprès de la Fédération de Russie de 1995 à 2002, Königswinter.
- Sergej Sumlenny, politologue, auteur de livres et chef du bureau de Kiev de la Fondation Heinrich Böll de 2015 à 2021, Berlin.
- Dr. Maximilian Terhalle, lieutenant-colonel (res.), professeur invité à LSE IDEAS, London School of Economics and Political Science.
- Dr. Stefan Troebst, jusqu'en 2021, professeur d'histoire culturelle de l'Europe de l'Est, Université de Leipzig
- Frank Umbach, chef de la recherche au Pôle européen pour le climat, l'énergie et la sécurité des ressources (EUCERS), Université de Bonn.
- Dr. Andreas Umland (initiateur/rédacteur), analyste au Stockholm Centre for Eastern European Studies, Institut suédois des affaires internationales (UI)
- Elisabeth Weber, spécialiste de la littérature et du théâtre, membre du conseil consultatif du Forum Lew Kopelew, Cologne.
- Anna Veronika Wendland, chargée de recherche à l'Institut Herder de recherche historique sur l'Europe centrale et orientale, Marbourg.
- Alexander Wöll, professeur de culture et de littérature d'Europe centrale et orientale, Université de Potsdam.
- Susann Worschech, chargée de recherche à l'Institut d'études européennes, Université européenne Viadrina, Francfort (Oder).



Précédent